

Accueil > Infos > Economie > Métro souterrain Nice-Monaco : quel budget et quel délai de construction ?

Infos Economie

Métro souterrain Nice-Monaco : quel budget et quel délai de construction ?

par **Sabrina Bonarrigo** 15 février 2023 à 11h19



© RFF - Photo Ph. Giraud / Terres du Sud

Alors que plusieurs acteurs monégasques plaident pour la création d'un métro souterrain entre Nice et Monaco, le gouvernement semble plutôt miser sur le projet de 10 nouveaux RER annoncé par le président français, Emmanuel Macron il y a quelques mois. Le ministre d'Etat, Pierre Dartout, a d'ores et déjà annoncé prendre contact avec les autorités françaises sur ce sujet.

Depuis des années, plusieurs acteurs économiques et politiques monégasques plaident pour la création d'un métro-souterrain entre Nice et Monaco. Objectif : booster l'attractivité de la Principauté, et faciliter les déplacements des dizaines de milliers salariés qui font quotidiennement les allers/retours domicile/travail. L'un des plus fervents défenseurs de ce projet est le président de la Fédération des entreprises monégasques (FEDEM), Philippe Ortelli. « Monaco est capable de créer 1000 emplois par an. C'est véritablement une tendance de fond. Je pense qu'il est possible de continuer à créer 1000 emplois par an dans les 30 prochaines années si le gouvernement fait des choix raisonnables. Mais effectivement, pour être à la hauteur de nos ambitions, il nous faut un métro qui aille à Nice et même jusqu'à Vintimille, a-t-il encore défendu début décembre lors d'une rencontre avec la Jeune chambre économique de Monaco (JCEM). Ce sont quelques milliards d'euros, amortis sur 100 ans, et cela change tout pour la circulation des salariés. Cela réglerait un des problèmes de l'attractivité. »

« Un investissement structurel de 2 à 3 milliards d'euros »

Que pense alors l'Exécutif d'un tel chantier gargantuesque ? Le conseiller-ministre aux affaires sociales et à la santé, Christophe Robino, a tout d'abord rappelé ⁽¹⁾ les multiples contraintes qu'un tel projet suppose. Aussi bien au niveau budgétaire et administratif, qu'en terme de complexité de réalisation. « *La question de créer un métro est légitime, mais la problématique est que cela nécessite un accord des autorités françaises. Et en la matière, ce n'est jamais simple*, a-t-il d'abord expliqué. *Cela nécessite un investissement structurel de 2 à 3 milliards d'euros. Et cela va demander, a priori, 7 à 10 ans de réalisation. C'est en tout cas ce qui avait été indiqué dans l'un des projets qui nous avait été présenté. Sans parler des incertitudes sur l'état des sous-sols.* »

Développement du RER dans 10 métropoles

En séance publique, le ministre d'État, Pierre Dartout, a plutôt réorienté le débat sur une autre alternative de mobilité. Fin novembre, le président français, Emmanuel Macron, a en effet annoncé vouloir développer un transport ferroviaire du quotidien, de type RER, et ce, dans 10 métropoles françaises. « *Le RER ce n'est pas que sur Paris* », a estimé l'entourage présidentiel. En quoi consiste ce futur projet dans le pays voisin ? L'idée est de faire en sorte que dans les grandes métropoles françaises aujourd'hui congestionnées, les personnes ayant des trajets pendulaires puissent les faire sans voiture, en décarbonant leur trajets grâce à ces RER métropolitains. Dix grandes villes devraient être retenues au premier semestre 2023, parmi lesquelles Grenoble, Bordeaux, Lille ou encore Lyon.

« Nous allons prendre contact avec les autorités françaises. »

Cette nouvelle offre de mobilité a forcément attiré l'attention des autorités monégasques. « *Ces annonces sont encourageantes et vont nous conduire à prendre contact avec les autorités françaises. Cela rejoint ce que votre Assemblée indique, à savoir que tout projet dans ce domaine doit être fait en partenariat avec le pays voisin*, a indiqué Pierre Dartout il y a quelques mois. Lors d'une rencontre avec la JCEM début décembre, Christophe Robino a également confirmé que le ministre d'État se rapproche des autorités françaises sur ce projet de RER, tout en rappelant également que le gouvernement discute régulièrement avec la SNCF « *pour voir dans quelle mesure nous pourrions conjointement développer et cofinancer l'améliorer du réseau ferroviaire et la mise en place de rames à grande capacité.* » De son côté, le maire de Nice, Christian Estrosi, a également fait savoir être intéressé par ce projet de RER métropolitain. « *Notre métropole est une zone urbaine dense, entre Monaco d'un côté et la technopole de Sophia Antipolis de l'autre. Elle devrait être prioritaire pour bénéficier d'un programme comme celui-là* », a-t-il déclaré sur LCI.

(1) Lors d'une rencontre avec la JCEM début décembre.